

CE QUE MARIANNE EN PENSE



Fracture

ISRAËL CONTRE ISRAËL

C'est historique : le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a demandé que soient classés comme organisations terroristes deux groupes d'extrême droite, Lehava et la Familia. La « marche des drapeaux » qui s'est tenue à Jérusalem le 29 mai a en effet été entachée par des insultes et des agressions antiarabes. Les membres des deux organisations, connus pour leur racisme, « sont une disgrâce et ne méritent pas de brandir notre drapeau ! », selon les mots avec lesquels a réagi immédiatement Yaïr Lapid, ministre des Affaires étrangères, qui soutient la proposition du ministre de la Défense. Naftali Bennett, le Premier ministre, avait lui aussi condamné les violences et les cris de haine.

Ces réactions émanent donc du gouvernement : elles illustrent la fracture existant entre une frange de l'opinion de plus en plus fanatisée et un autre Israël dont les représentants sont précisément aux affaires depuis la constitution du gouvernement de coalition, voici un an. Comme se plaisent à ne jamais le rappeler les contempteurs systématiques d'Israël, ce gouvernement est composé de personnalités de gauche, de droite, du centre, et a le soutien du parti arabe

israélien Raam. Il louvoie entre les contraires pour tenter de neutraliser les conséquences des longues années Netanyahu, l'homme qui a flatté les extrémistes et les ultrareligieux. Sous son règne, la Familia, ce groupe de supporters du club de football Beitar Jerusalem, a prospéré.

La coalition est fragile, et Netanyahu espère la voir tomber pour revenir au pouvoir. La « marche des drapeaux », par ses invectives, rallumait les sinistres souvenirs des manifestations qui ont conduit autrefois au ciblage idéologique et au meurtre du Premier ministre Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995. Naftali Bennett a reçu des menaces de mort en avril avec une lettre contenant une balle.

Certes, sur la scène diplomatique, les victoires se multiplient : adhésion quasi certaine dans les prochains mois de l'Arabie saoudite aux accords d'Abraham et retour spectaculaire des Israéliens en Afrique avec un nouveau statut d'observateur à l'Union africaine (UA). Mais gouverner le pays reste un tour de force. Dans ce contexte, classer les deux groupes comme terroristes représenterait un sérieux avertissement aux extrémistes juifs qui défigurent Israël. ■

MARTINE GOZLAN

Statue

VOLTAIRE AU PIQUET

Après deux ans d'absence dans la capitale, la statue de Voltaire, retirée du square de la rue de Seine après avoir été dégradée plusieurs fois, ne retrouvera pas sa place à l'ombre de l'Académie française. Par les temps qui courent, son exposition publique est jugée trop dangereuse. La Mairie de Paris a donc préféré la placer en lieu sûr, dans la cour de l'ancienne École de médecine, fermée la nuit et protégée par des grilles. Officiellement, ce déplacement vise à préserver Voltaire d'un autodafé digne de celui auquel le personnage de Candide assiste, perpétré en l'espèce par les indigénistes et autres adeptes de la *cancel culture*, qui ont vite fait de traiter François-Marie Arouet de tous les maux de la terre en le jugeant trop ceci ou pas assez cela, et toujours infréquentable. Cette fois, la maire de Paris, Anne Hidalgo, joue le rôle du jésuite, qui, dans *Candide*, fait un bel autodafé afin d'éviter un bûcher. La statue de Voltaire ne sera pas brisée, c'est inutile, elle a été symboliquement renversée par la relégation afin de ne pas troubler les esprits fragiles qui auraient pu être troublés de voir Voltaire retrouver la place qui était la sienne. ■ FRANÇOIS DARRAS

Inflation, le retour

LA HAUSSE DES SALAIRES ATTEND ENCORE

Ce ne devait être qu'une poussée de fièvre due à la reprise économique post-Covid. Las, la guerre en Ukraine a installé l'inflation à son niveau des années 1980, remettant au centre des préoccupations la question des salaires. Dans les pays à faible taux de chômage, comme les États-Unis ou l'Allemagne, les rémunérations ont elles

aussi pris l'ascenseur (+ 5 % au premier trimestre outre-Atlantique, + 4 % outre-Rhin). Pas de quoi effacer le grignotage du pouvoir d'achat. Avec l'inflation, le salaire net américain accuse une chute de 3,3 %, et l'allemand de 4 %. Mais le pouvoir de négociation des salariés est tel qu'une hausse du smic de 20 % est programmée à Berlin par la

coalition de gauche. Son passage à 12 € en octobre devrait entraîner celle des autres rémunérations. Rien de tel en France. « *Les entreprises qui peuvent augmenter les salaires doivent le faire* », a martelé Bruno Le Maire. Le recul de « seulement » 2,3 % du revenu moyen après inflation des salariés au premier trimestre s'explique par la

déclinaison du « quoi qu'il en coûte » (chèque énergie, prime carburant...). À coups d'argent public, la boucle prix-salaires est (provisoirement) bloquée. La dynamique d'inflation, elle aussi mondialisée, ne s'arrêtera pourtant pas aux portes du pays. N'en déplaise à Bruno Le Maire, les entreprises devront alors augmenter les salaires. ■ EMMANUEL LÉVY